

Renouveau des valeurs du coopérativisme dans l'économie sociale et solidaire

Cemil Yıldızcan

Université Galatasaray

cyildizcan@gsu.edu.tr

Résumé :

Cet article examine l'importance croissante de l'économie sociale et solidaire dans le contexte de la transformation de l'action collective en réponse aux crises provoquées par les politiques néolibérales dans les années 2000 et leur échec à les résoudre. Dans ce contexte socio-historique, il se trouve que la diversification du répertoire de l'action collective en termes de formes et d'expériences d'action spatiales et préfiguratives a également eu un impact sur le renouveau du coopérativisme. Certains registres particuliers des nouvelles significations des coopératives seront interrogés autour de deux expériences particulières distinctes dans le domaine de l'agroalimentaire en Turquie.

Mots-clés : Économie sociale et solidaire, Construction de communauté, Néolibéralisme, Coopérative

Abstract :

This article examines the growing importance of the social and solidarity economy in the context of the transformation of collective action in response to the crises caused by neoliberal policies in the 2000s and their failure to resolve them. Within this socio-historical context, it is argued that the diversification of the repertoire of collective action in terms of spatial and prefigurative forms and experiences of action has also had an impact on the revival of cooperativism. Some particular registers of the new meanings of cooperatives will be interrogated around two distinct particular experiences in the field of agri-food in Turkey.

Keywords : Social and Solidarity Economy, Community-building, Neoliberalism, Cooperative

Introduction

Cet article se concentre sur le renouveau des valeurs du coopérativisme dans les années 2000. Dans cette optique, le texte cherche à discuter comment les initiatives de l'économie sociale et solidaire (ESS) ajoutent de nouvelles significations aux structures organisationnelles associatives traditionnelles telles que les coopératives et les associations. Même si sa définition varie et semble dans une certaine mesure contestée, ce concept parapluie d'ESS fait référence aux expériences associatives, coopératives et mutualistes de l'économie sociale traditionnelle, avec un fort accent sur la dimension politique des initiatives, aussi bien citoyennes qu'entrepreneuriales (Laville 2015). Le texte se penche d'abord sur les réponses des mouvements de base à la crise du néolibéralisme comme catalyseur pour la « réinvention » de l'ESS. Deuxièmement, il vise à discuter comment et dans quelle direction

les nouvelles significations que l'ESS a acquises dans ce contexte historico-social en Turquie et au niveau mondial ont recadré et revitalisé le mouvement coopératif autour de deux expériences dans le domaine de l'agroalimentaire en Turquie.

Cette étude porte sur la société coopérative à responsabilité limitée d'Ovacık 94^{eme} Quartier de développement agricole (*S.S Ovacık 94 Mah. Tarımsal Kalkınma Kooperatifi*, ci-après appelée « coopérative d'Ovacık ») dans le département de Tunceli en Anatolie orientale et sur la coopérative de Bayramiç Değişim de production et de commercialisation agricole (*Bayramiç Değişim Tarımsal Üretim ve Pazarlama Kooperatifi*, ci-après appelée « coopérative de Bayramiç ») dans le département de Çanakkale en Anatolie du Nord-Ouest^[1]. Cette étude est basée sur des entretiens approfondis en face à face et en ligne avec les membres fondateurs de ces deux coopératives, ainsi que sur leurs contributions à leurs propres sites web et comptes de médias sociaux. Elle s'appuie également sur les résultats préliminaires basés sur des entretiens approfondis semi-structurés et informels et des observations participantes sur deux marchés de producteurs et de coopératives à Istanbul, dont font partie ces deux acteurs, avec leurs produits, leurs membres et leurs bénévoles^[2].

Penser le politique autrement en temps de crise

Donatella Della Porta (2017) souligne que la crise du néolibéralisme a eu un impact significatif sur la base sociale du mouvement politique progressiste qui a pris forme dans les années 2000. D'une part, les jeunes éduqués, qui traditionnellement n'étaient pas considérés comme faisant partie des perdants, ont joué un rôle majeur dans ces mobilisations, et tandis que d'autre part, les discours qui (re)mettent les protections sociales à l'ordre du jour sont accompagnés d'une recherche de « protection morale contre le capitalisme immoral ». Derrière cette différenciation de la base sociale de l'opposition aux politiques néolibérales se trouve le fait que ces politiques, conjuguées à l'impact croissant de la mondialisation et de la financiarisation depuis les années 1990, semblent avoir créé de grandes cohortes de « perdants » économiques, remplaçant un grand nombre d'emplois stables et relativement bien rémunérés par des emplois non qualifiés, précaires et mal payés et de surcroît dépourvus de dignité (Saad-Filho 2021 : 181). Della Porta (2017) met l'accent sur la dimension morale de cette nouvelle opposition politique. Selon cette idée, la mise en œuvre politique des dogmes néolibéraux et la crise qu'ils ont engendrée dans les années 2000 peuvent être comprises par le concept du « double mouvement » développé par Karl Polanyi pour définir la dynamique de la société dans l'évolution du capitalisme. Selon Della Porta, tout comme au début du XIXe siècle, la tentative d'établir la domination du marché sur tous les autres aspects de la société génère un fort contre-mouvement.

Dans ce contexte, la crise financière mondiale de 2008, au cours de laquelle le phénomène de crise, qui était auparavant associé aux maillons les plus faibles du système capitaliste, s'est étendu aux économies centrales et fortes du système capitaliste, revêt une importance particulière. Outre la myriade de conséquences graves, la crise a généré des émeutes de rue, des occupations et de vastes mouvements sociaux dans le monde entier, conduisant à une remise en question spectaculaire du mythe du marché libre et à un débat plus public et plus dense que jamais sur les limites sociales, politiques et économiques du néolibéralisme (Peck et al. 2010 : 94). Cette mobilisation contre les dures politiques d'austérité imposées par les gouvernements en réponse à la crise néolibérale allait définir de manière définitive la période suivante. Cette nouvelle politisation n'a cessé de se diversifier avec le printemps arabe, les *Indignados/Movimiento 15M*, les mouvements « *Occupy* », les manifestations du

parc Gezi à Istanbul, etc. Ces mouvements ont signifié non seulement la croissance ou la radicalisation de la dissidence, mais aussi l'émergence d'une importante culture politique, y compris une culture d'organisation horizontale non hiérarchique et les pratiques de mise en commun de biens et d'espaces privatisés et clôturés.

Bien que son ampleur et son intensité varient dans chaque contexte national, la persistance des politiques d'austérité dans le contexte de la crise financière mondiale a entraîné un déclin progressif et constant des politiques de bien-être social. Le fait que l'État et le marché, ainsi que les mécanismes institutionnels formels structurés autour d'eux, ne soient pas des acteurs capables de résoudre le problème de la redistribution face à l'aggravation des inégalités, ou qu'ils se soient désengagés de ce rôle, a fait apparaître diverses structures de solidarité qui dévoilent les relations de production et de distribution à la base de la communauté et à l'échelle locale (Aykaç 2018 : 112-124). La Grèce est un exemple frappant à cet égard, elle se distingue en raison des résultats désastreux du projet néolibéral, ainsi que des réponses apportées au régime d'austérité et à la dissociation de l'économie de la société. Dans ce contexte, on observe de multiples formes de « résistance » et de protection sociale, qui s'inscrivent dans la logique du double mouvement polanyien. C'est donc un contexte national particulièrement pertinent pour comprendre l'évolution des structures de solidarité et le rôle de l'ESS dans la radicalisation politique (Rakopoulos 2014). Il est possible de voir des traces directes de cette nouvelle culture politique en rupture avec la logique néolibérale, notamment dans le renouveau de l'économie solidaire. Rakopoulos (2014) a mis l'accent sur le fait que des pratiques telles que les distributions de nourriture « *anti-middlemen* » (sans intermédiaires) en Grèce combattaient non seulement les effets immédiats de la crise, mais ont créé également une conscience anti-néolibérale qui ouvre la voie aux initiatives d'économie solidaire.

Nouvelle logique et grammaire de l'action collective

Les mouvements *Occupy* ont une importance particulière avec certaines approches tactiques et stratégiques (entre autres, notamment en termes de stratégies spatiales et de pratiques préfiguratives), dont peu étaient nouvelles en soi, et nécessitent de repenser l'action collective (Pickerill et Krinsky 2012). À cet égard, les manifestations du parc Gezi en 2013, déclenchées le 28 mai 2013 par l'opposition au projet de réaménagement du parc, qui peut avoir une continuité avec d'autres *Occupy* mouvements en termes de construction de communautés, de révélation des émotions collectives et de création de nouvelles stratégies participatives, semblent avoir introduit de nouvelles formes spatiales dans le répertoire de l'action collective et de l'activisme politique en Turquie (Özdüzen 2019). Elles ont offert une expérience assez particulière pour réfléchir aux aspects spatiaux et performatifs de l'action politique.

En conséquence de la spontanéité de l'organisation et de la dispersion égalitaire de l'initiative dans la formation, la création, l'organisation et le maintien de nouvelles pratiques et institutions, et de la nouvelle compréhension du parc en tant qu'espace public, un sentiment largement partagé a émergé pour non seulement faire partie, mais aussi être un sujet, d'un grand événement historique (Yaka et Karakayali 2017 : 60). Le campement de Gezi se montre, donc, comme « un espace de subjectivation » où « les pratiques d'activisme ouvrent des possibilités inédites à la subjectivité des manifestants » (Demirhisar 2016 : 74). Cette expérience a fait émerger une nouvelle subjectivité basée sur un nouveau type d'« individu solidariste » qui a profondément ébranlé deux piliers fondamen-

taux du succès de l'autoritarisme néolibéral turc, à voir l'encouragement de l'individualisme atomisé et l'oppression des libertés d'organisation (Türkmen 2016 : 123). Les diverses pratiques des semaines de protestation et d'occupation ont fourni des exemples préfiguratifs d'une nouvelle culture politique avec ses dimensions uniques permettant de créer des liens entre les participants, de leur offrir de nouvelles opportunités de subjectivation en dehors de la stratification et des spécialisations amenées par la division sociale du travail à laquelle ils étaient soumis dans leur propre vie, de créer un espace politique non hiérarchique, ouvert et inclusif par des moyens démocratiques spontanés (assemblées, forums, etc.), et par conséquent de permettre l'émergence d'une économie alternative (Yaka et Karakayali 2017). Le fait que ces nouvelles stratégies spatiales soient devenues l'objet d'un activisme politique et l'expérience collective acquise dans les nouvelles pratiques de construction de communauté en créant des relations sociales alternatives et culminantes la capacité d'agir commun, ont apporté une contribution significative, notamment en termes de durabilité et d'impact de l'économie sociale et solidaire en Turquie.

Si l'on considère les initiatives de l'économie solidaire en Turquie aujourd'hui, on constate que la plupart d'entre elles, y compris celles dans le domaine agroalimentaire, ont été créées après et en référence aux manifestations du parc Gezi. L'une des préoccupations majeures dans les forums de quartier en termes de modèle organisationnel était la question du coopérativisme. Un grand nombre d'exemples d'initiatives, telles que les coopératives de Kadıköy, Beşiktaş, Göztepe, Koşuyolu, qui portent le nom des quartiers dans lesquels elles ont été établies, sont des continuations organiques des solidarités de quartier établies pendant ou après les manifestations. Bien que les projets néolibéraux ne soient pas incompatibles avec la montée des régimes autoritaires fondés sur une coercition de plus en plus explicite et que la crise dans la crise les conduit à radicalement réduire « l'espace démocratique » et ses formes classiques de contestation (Saad-Filho 2021 : 180), les formes émergentes d'activisme politique ajoutées au répertoire de l'action collective dans les années 2000 ont créé, à un certain niveau, des champs protégés et efficaces pour l'opposition politique.

Dans ce contexte où le discrédit des solutions néolibérales basées sur les dynamiques de marché a atteint au bout de plusieurs décennies son paroxysme ultime avec la pandémie, l'ESS a pris de plus en plus d'ampleur, comme en attestent les structures organisationnelles diverses et hétérogènes et des expériences multiples qui représentent des idées et des pratiques très différentes, voire contradictoires. Au niveau mondial, de telles initiatives ont été observées dans différents domaines (circuit court alimentaire basé sur de nouveaux types de relations entre le producteur et le consommateur s'appuyant principalement sur la proximité géographique et sociale, agriculture urbaine, fourniture de biens et services publics par les communautés, du logement aux soins de santé ou à l'éducation, etc.), sous différentes formes (coopératives, associations, fondations, organisations à but non lucratif et bénévole, entreprises sociales, etc.), à différentes échelles (locale/régionale, nationale, mondiale) et avec des accents très différents sur le bénévolat, la réciprocité, l'inclusion, la démocratie, la justice, la durabilité écologique, etc. Ces contre-mouvements polanyiens face à la marchandisation de toute l'économie peuvent être considérés comme des protections collectives (spontanées ou structurées) de la société contre la logique de croissance d'un marché autorégulé sans développement social. Le fait que la Commission des Nations unies pour le développement social ait officiellement reconnu l'ESS comme un modèle alternatif de développement recherchant un nouvel équilibre entre l'efficacité économique et la résilience sociale et environnementale au lendemain de la pandémie (ONU 2021) démontre la place et le poids croissant de l'ESS dans l'action collective au niveau mondial.

Ainsi, la perte de légitimité des politiques néolibérales d'une part, et le nouvel activisme politique qui a émergé en réponse à la crise du néolibéralisme d'autre part, ont fait resurgir des formes de regroupements sociaux et solidaires telles que les coopératives. La section suivante sera consacrée à la discussion du potentiel de ces initiatives comme révélatrices et accélératrices du changement social autour de deux expériences particulières distinctes de l'émergence d'un nouveau type de coopératives dans l'ESS en Turquie.

Renforcer le pouvoir d'agir en commun

Actuellement, on assiste à un renouveau de l'intérêt porté aux coopératives. De nouvelles coopératives émergent, il s'agit de groupes se réunissant pour un intérêt économique commun, ou pour répondre aux besoins et aspirations du précaire, des citoyens, des éco-activistes, des municipalistes, des acteurs de l'ESS, construisant de nouvelles alternatives économiques pour un avenir socialement et écologiquement juste.

En adoptant l'approche de Laville (2015) selon laquelle l'ESS se différencie des structures et des processus de l'économie sociale traditionnelle par son accent bien marqué sur le politique, l'importance de la structure organisationnelle et du cadre juridique qui l'encadre est assez claire et directe. Ceci est dû aux tensions et incompatibilités constantes entre les nouvelles formes d'action collective mises en évidence ci-dessus, notamment dans les années 2000, qui tendent vers des structures horizontales non hiérarchiques et inclusives, et les contraintes présentes dans les cadres juridiques existants. En fait, l'autre accent mis sur la création de communautés est aussi fortement lié à cette lecture qui donne la priorité au politique. Lorsque l'ESS accorde une plus grande importance à l'aspect politique, cela permet d'engager une discussion sur les conséquences sociales, politiques et écologiques des résultats de l'action collective, au-delà de sa portée locale immédiate. Dans ce processus, le consensus sur la direction à prendre concernant ces conséquences devient l'un des éléments clés qui contribuent à la construction d'une communauté mobilisée autour des valeurs de l'ESS.

Au regard de ces éléments, nous souhaitons souligner certaines dimensions marquantes de la contribution de l'ESS à la revitalisation et au recadrage des coopératives, à partir des expérimentations de deux coopératives qui sont considérées comme des acteurs de l'ESS en Turquie. Dans ce contexte, deux registres particuliers des nouvelles significations des coopératives en Turquie seront discutés : l'instrumentalisation du cadre juridico-institutionnel des coopératives et la mobilisation des coopératives en tant que structure sociale créant une communauté qui développe le sentiment d'appartenance au-delà de la simple orientation vers les intérêts de ses membres.

L'ESS est de plus en plus mentionnée dans le milieu scientifique et les cercles politiques comme un moyen de localiser et d'atteindre les objectifs de développement durable. Dans ce contexte, selon de nombreux chercheurs, la principale caractéristique de l'ESS réside dans son caractère local (Aykaç 2018 : 223). Cependant, la localité ne peut être considérée uniquement comme une échelle d'organisation. Même si la localité revêt une importance stratégique pour la revendication d'une société plus juste, humaniste et résiliente, la solidarité ne découle pas uniquement de la proximité. Diverses stratégies peuvent être mises en place à cet égard privilégiant l'ancrage territorial ou les sentiments d'appartenance communautaire. Pour les initiatives qui privilégient la logique territoriale, la territorialité ne

signifie pas simplement et exclusivement la proximité géographique. Contrairement à un espace de proximité, le territoire est un lieu de vie déjà chargé de significations culturelles, sociales, politiques et idéologiques, donnant une singularité et une identité à la communauté qui y vit. De ce fait, le rôle joué par la communauté dans l'organisation de la solidarité et dans le processus de sa localisation et de son enracinement, la manière dont elle est définie et sur quelle base elle est construite, est également décisif.

Les efforts déployés pour comprendre la relation entre le développement communautaire et les initiatives fondées sur des stratégies de renforcement collectif, qui se situent à l'intersection d'une série de tensions telles que les processus horizontaux et verticaux de la démocratie, la politique institutionnelle et l'action directe, l'autonomie et la légitimité, et les diverses luttes pour la reconnaissance, la redistribution et la représentation, révèlent que les tensions sont plus intenses aux niveaux méso de la réalité sociale, comme dans les communautés de lieu, d'intérêt, de lutte ou d'identité, de sorte que la « communauté » reste un site de contestation permanente (McCrea, Meade, et Shaw 2017 : 380). Les approches qui traitent les communautés en termes géographiques ou fonctionnels d'en haut par des personnes extérieures au groupe souvent pour des raisons de pragmatisme administratif, excluent un ensemble plus large de significations qui renforcent les communautés et rendent leurs membres sujets (Beck et Purcell 2020 : 53-54). Il est donc important de noter la nécessité d'un cadre de définition et d'analyse plus inclusif, qui ne néglige pas la diversité des processus de construction des communautés qui développent le sentiment d'appartenance et les processus de subjectivation qui conduisent à un renforcement collectif. En ce sens, le nouveau coopérativisme, qui a acquis de nouvelles significations qui relèvent de dimensions juridico-institutionnelles et communautaires avec les expériences de l'ESS, peut jouer un rôle constitutif.

L'instrumentalisation du cadre juridico-institutionnel

Bien que les systèmes de classification et le cadre légal des coopératives soient assez complexes et fragmentés (Okan et Okan 2013 : 15-16), les coopératives agroalimentaires sont établies et fonctionnent sous l'égide de deux ministères distincts : le ministère de l'Agriculture et des Forêts et le ministère du Commerce. L'ESS dans le secteur alimentaire est régie par les dispositions générales de la loi sur les associations (loi n°5253) ou les coopératives (loi n°1163) conformément au statut formel des acteurs.

La coopérative d'Ovacık, fondée en 2017, fonctionne sous forme de coopérative de développement agricole tandis que la coopérative de Bayramiç, fondée en 2020, poursuit ses activités sous forme de coopérative de production et de commercialisation. Les deux coopératives, qui opèrent sous des statuts juridiques différents, sont impliquées dans la production et la commercialisation d'une large gamme de produits agroalimentaires, notamment des céréales, des légumineuses, des légumes et des fruits (frais et transformés), du concentré de tomates, des confitures, des épices, des infusions de plantes et d'autres aliments, différenciés en fonction des caractéristiques de la zone de production. Toutes deux mettent l'accent sur une alimentation sûre et saine dans le processus de production et de distribution, ainsi que sur une production équitable, le développement local, l'écologie et des relations et interactions plus directes avec les consommateurs en évitant les intermédiaires.

D'après nos données de terrain, il est possible d'affirmer qu'elles ne considèrent la forme organisationnelle de la coopérative que comme une nécessité de leur existence légale et de leur reconnaissance par l'État, et qu'elles voient leur existence politique et sociale bien au-delà de l'esprit de la loi sur les coopératives en Turquie (loi n° 1163). Les membres des nouvelles coopératives ne sont souvent pas particulièrement attachés à la structure juridico-formelle de la forme coopérative et la perçoivent plutôt comme une exigence procédurale d'agir socialement et en commun. En Turquie, cela est lié à l'absence de législation propre sur l'ESS (notamment en ce qui concerne les initiatives dans le secteur alimentaire). Bien que le principe de coopérativisme soit inscrit dans la Constitution de la Turquie (art. 171), obligeant l'État à prendre des mesures pour assurer le développement du secteur coopératif, les activistes et les chercheurs soulignent que la législation sur les coopératives, façonnée par des lois générales et spéciales, a créé une structure qui met l'accent sur le contrôle et le maintien des coopératives par l'autorité gouvernementale plutôt que de fournir une structure assurant les principes d'autonomie et de gouvernance démocratique dans un contexte de paysage réglementaire très fragmenté (INGEV-IPM 2021 : 26). Cette faiblesse réglementaire est particulièrement importante pour les initiatives qui adoptent les principes de l'ESS. Bien que de nombreuses définitions différentes des coopératives soient prévues dans des réglementations spéciales, il n'existe toujours pas de définition de base de la coopérative sociale dans la législation (TÜSEV, 2018). Ceci est l'un des défis au développement du mouvement coopératif, qui a acquis une nouvelle signification et une autre dynamique pratique au sein de l'ESS. Pour les acteurs qui adhèrent aux principes de l'ESS, la législation n'est pas considérée comme un facteur de responsabilisation (*empowerment*) communautaire, mais plutôt comme quelque chose qui doit être contourné.

La capacité à créer des communautés.

En fait, il est possible de dire que ce qui fait la nouveauté de la nouvelle génération de coopératives se situe en dehors de leurs structures organisationnelles et de leurs domaines d'activité. Cette nouveauté réside plutôt dans leur capacité à « créer une communauté qui développe le sentiment d'appartenance » (Nizam 2021 : 10).

En ce sens, les expériences d'Ovacık et de Bayramiç représentent chacune deux stratégies et deux parcours qui finissent par se rapprocher. Bien qu'il existe des exemples de coopératives établies par l'intermédiaire de municipalités, la coopérative d'Ovacık est unique du point de vue du rôle décisif joué par une municipalité dans sa création, étant donné ses principes solidaires et son positionnement explicitement critique vis-à-vis de l'économie de marché capitaliste. L'un des membres fondateurs de cette coopérative a défini l'émergence de cette initiative comme une expérience de gouvernance locale basée sur les pratiques de lutte socialiste de la Fédération des assemblées socialistes (*Sosyalist Meclisler Federasyonu* - SMF) et l'expérience du municipalisme communiste^[3]. La coopérative est définie elle-même comme une organisation indépendante et autonome dans le domaine de la production agricole et s'est inscrite dans le programme de la Solidarité populaire démocratique de Dersim^[4] (DDHD) lors des élections locales de 2014 et a été mise en pratique par et dans l'administration locale. Au tout début de cette expérience, il y avait donc manifestement un ancrage territorial. Dersim est un espace marqué par de multiples caractéristiques géographiques, sociologiques, politiques et idéologiques, où une identité commune minoritaire mais contestataire s'est créée à l'intersection de la question kurde, de la question alévie et de la quête d'émancipation de la gauche radicale. La territorialité se forme conjointement avec les dynamiques ethno-confessionnelles et poli-

tiques, et il en ressort cette identité unique et forte, sur laquelle l'expérience coopérative d'Ovacik est basée.

D'autre part, l'expérience de Bayramiç est une coopérative établie par la commune de Refikler, qui représente l'un des rares exemples de communautés intentionnelles en Turquie. Contrairement aux communautés basées sur le lieu, comme les villages, ou à d'autres formes de communautés définies par des traditions d'ascendance commune, de langue, de culture, etc., qui sont apparues ou se sont développées spontanément au fil des ans, les communautés intentionnelles sont nées du fait qu'un groupe relativement restreint de personnes s'est réuni consciemment et délibérément en tant que groupe pour atteindre un ensemble spécifique d'objectifs avec l'ambition de créer un mode de vie entier (Shenker, 1986 : 6). Refikler est une communauté située dans deux espaces géographiques différents^[5], Fethiye et Bayramiç, et s'efforce de définir et d'établir « une nouvelle socialité »^[6] basée sur une critique radicale et un rejet du système capitaliste et de sa reproduction sociale. Par conséquent, dans cet exemple, même s'il est ouvert à la participation et a une relation avec son environnement immédiat, il faut plutôt parler d'un ancrage communautaire qui vise à créer un sentiment d'appartenance autour de certains principes éthico-politiques déclarés. La Commune a défini un ensemble de principes en accord avec son objectif principal, qu'elle a définis comme « changer ensemble la situation actuelle, en partant de l'idée de base du rejet de la légitimité de toutes les relations de domination et d'inégalité, et de plus en plus de toutes ces relations », tels que les relations hiérarchiques, la relation de travail salarié, la distinction entre sphère privée et sphère publique, la conception anthropocentrique de la nature. Les interviewés affirment qu'ils refusent même de s'interpeller avec des marques de parenté tel que « *abi* » (frère), « *abla* » (sœur), « *amca* » (oncle), etc. dont l'usage est très courant dans le langage familial en Turquie comme un signe de sincérité, pour éviter de créer des hiérarchies dans leurs relations individuelles. De ce fait, ce qui rassemble les membres de la commune n'est pas la proximité spatiale ou un intérêt commun pour le renforcement et le développement d'une communauté locale, mais une intention partagée de surmonter l'aliénation créée par le système capitaliste existant. Les entretiens avec les membres de la commune et de la coopérative révèlent que les frontières entre ces structures ne sont pas très nettes, en particulier que les membres ne sont pas « très attachés au lieu », et qu'ils se déplacent de temps en temps entre deux espaces différents de la commune (Fethiye, Bayramiç).

En examinant les pratiques de ces deux expérimentations coopératives, il est possible de dire qu'elles ont, dans une certaine mesure, produit des résultats convergents au fil du temps. La localité où la coopérative d'Ovacik a été établie est considérée par certains chercheurs comme un espace culturel ainsi qu'un espace d'opposition sociale propice aux pratiques solidaires grâce à ses caractéristiques distinctives dans l'histoire politique et sociale du pays (Göçer 2021). Sachant l'engagement de la municipalité et son rôle dans le développement local, la coopérative d'Ovacik peut être considérée comme une expérience collective basée sur le lieu, du moins dans sa phase initiale. En revanche, Nizam (2022) affirme qu'elle doit être définie comme l'un des exemples les plus réussis du modèle de « coopérative de communauté » en Turquie, notamment grâce aux mécanismes démocratiques à l'intérieur de la coopérative et à un très fort sentiment d'appartenance que les populations de différentes régions du pays, en dehors d'Ovacik et de Dersim, peuvent ressentir et adopter. Cette appartenance communautaire qui dépasse largement la localité limitée de la région où elle a été créée, avec beaucoup d'échos dans les grandes villes du pays empêche de considérer la coopérative d'Ovacik uniquement comme une expérience basée sur le lieu. De l'autre côté, l'expérimentation de la coopérative de

Bayramiç montre que même si la coopérative semble avoir une conception plus instrumentale au sein des pratiques de la commune et que le rapport des communards avec le lieu est défini par eux-mêmes comme secondaire, la coopérative de Bayramiç semble avoir établi des relations transformatrices dans la localité où elle a été établie, a développé des collaborations qui contribuent au développement communautaire et a contribué à l'économie locale. La coopérative de Bayramiç a établi également un attachement territorial dans lequel certaines valeurs de la commune trouvent un écho dans son environnement immédiat.

Les deux exemples, qui peuvent être évalués au sein de structures diverses de l'ESS en tant que structures non-étatiques et non-marchandes (Aykaç 2018 : 227), créent des valeurs et des pratiques qui sont incompatibles avec l'économie de marché et l'érodent ; et les deux exemples sont dans une relation tendue et incompatible avec les appareils de pouvoir centralisés de l'État. Plutôt qu'un état de dissociation ou de conflit pur et simple avec l'État et le marché, il y a des traces d'une nouvelle politisation qui implique une action directe pour démocratiser l'économie plutôt que d'exiger cette démocratisation de l'État. La multiplication des expériences spatiales et préfiguratives dans l'action collective depuis les années 2000 a également été déterminante à cet égard. En plus, les pratiques de l'ESS dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture (que ce soit sous la forme de coopératives ou non) pourraient (et même devraient) être considérées dans un sens plus large comme des pratiques de re-communisation (*recommoning*) de l'alimentation. Étant donné que les communs existent à la fois dans le capital et dans les États (De Angelis 2017 : 102), il faut (dé)couvrir la diversité et la multitude d'expériences en transition vers un régime de bien commun de l'alimentation.

Ces initiatives de l'ESS, fondées sur des pratiques de production agricole locale et des pratiques de distribution et de répartition plus équitables, qui ne sont donc pas si radicales en soi, ont éveillé l'idée que la nourriture n'est pas une marchandise comme les autres, et ont conduit à la remise en question de nombreuses relations qui étaient jusqu'alors normalisées sous le règne des valeurs néolibérales dans leurs propres localités et bien au-delà.

Références bibliographiques

Aykac Aslıhan (2018), *Dayanışma Ekonomileri : Üretim ve Bölüşüme Alternatif Yaklaşımlar*, İstanbul, Metis Yayınları.

Beck Dave et Rod Purcell (2020), *Community development for social change*, New York, Routledge.

De Angelis Massimo (2017), *Omnia Sunt Communia. On the Commons and the Transformation to Postcapitalism*, Londres, Zed Books.

Della Porta Donatella (2017), « Progressive and Regressive Politics in Late Neoliberalism », dans Heinrich Geiselberger (dir.), *The Great Regression*, Cambridge, Polity, p. 26–39.

Demirhisar Deniz Günce (2016), « L'espace d'un mouvement social dans un imaginaire global », dans Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine (dir.), *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, p. 71-86.

Göçer, Mahir Can (2021), « Bir Dayanışma Ekonomisi Örneği Olarak Ovacık Tarımsal Kalkınma Kooperatifi : Deneyimler ve Tartışmalar », dans Çağatay Edgücan Şahin (dir.), 21. Yüzyıl Türkiye'sinde Tarım ve Kooperatifler, İstanbul, NotaBene, p. 179-226.

İNGEV et IPM (2021), « Sosyal Dayanışma Ekonomisi için Güçlü Kooperatifçilik Raporu », 3. ActHuman Girişimi, İnsani Gelişme Vakfı - İstanbul Politikalar Merkezi. https://ingev.org/raporlar/Sosyal_Dayanisma_Ekonomisi_icin_Guclu_Kooperatifcilik.pdf

Laville Jean-Louis (2015), « Social and solidarity economy in historical perspective » dans Peter Utting (dir.), Social and solidarity economy: Beyond the fringe, Londres, Zed Books, p. 41-56.

McCrea Niamh *et al* (2017), « Practising solidarity: challenges for community development and social movements in the 21st century », Community Development Journal, 52. 3, p. 379-384, <https://doi.org/10.1093/cdj/bsx028>

Nizam Derya (2022), « Yeni Nesil Kooperatifleşme : Yerel Topluluklar, Kolektif Eylem ve Sosyal Ağlar », Topraktan Göğe Yaşamın İzinde Tarım ve Kooperatif Çalıştayı, 16-17 juillet 2022, Dersim Belediyesi. <https://www.youtube.com/watch?v=FWLoymb6uRo>.

Nizam Derya (2021), Yeni Nesil Kooperatifler. Topluluk, Aidiyet ve Yer-Temellilik, İstanbul, Oğlak Yayıncılık.

Okan Nedret Durutan et Cüneyt Okan (2013), An Overview of Cooperatives in Turkey, Policy Studies on Rural Transition No. 2013-3, Budapest, FAO Regional Office for Europe and Central Asia. <https://www.fao.org/publications/card/en/c/d2799c14-9d3b-531c-8d4d-ef752881bf7a/>

ONU (2021), Report of the Secretary-General: Socially just transition towards sustainable development: the role of digital technologies on social development and well-being of all (E/CN.5/2021/3) <https://www.un.org/development/desa/dspd/united-nations-commission-for-social-development-csod-social-policy-and-development-division/csod59.html>

Özdüzen Ozge (2019), « Spaces of hope in authoritarian Turkey: Istanbul's interconnected geographies of post-Occupy activism », Political Geography, 70, p. 34-43.

Peck Jamie, Nik Theodore et Neil Brenner (2010), « Postneoliberalism and its Malcontents », Antipode, 41: 94-116. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2009.00718.x>

Pickerill Jenny et John Krinsky (2012), « Why Does Occupy Matter? », Social Movement Studies, 11:3-4, p. 279-287. DOI: 10.1080/14742837.2012.708923

Rakopoulos Theodoros (2014), « Resonance of solidarity: meanings of a local concept in anti-austerity Greece », Journal of Modern Greek Studies, 32.2, p. 313-337.

Saad-Filho Alfredo (2021), « Neoliberalism and the Pandemic », Notebooks: The Journal for Studies on Power, 1.1, p. 179-186. <https://doi.org/10.1163/26667185-01010010>

Shenker Barry (1986), *Intentional communities : ideology and alienation in communal societies*, Londres, Routledge.

Türkmen Buket (2016), « L'individualisme solidariste des actrices de Gezi et l'émergence de nouveaux sujets », *Agora débats/jeunesses*, vol. 73, no. 2, 2016, p. 119-133.

TÜSEV (2018), *Sosyal Kooperatifçilik: Yasal Mevzuat Açısından Avrupa Birliği Örnekleri ve Türkiye'deki Gelişmeler*, Türkiye Üçüncü Sektör Vakfı
https://tusev.org.tr/usrfiles/images/TUSEV_SosyalKooperatifBilgiNotuTR.08.11.18.pdf

Yaka Özge et Serhat Karakayali (2017), « Emergent infrastructures: solidarity, spontaneity and encounter at Istanbul's Gezi Park uprising » dans Gavin Brown *et al* (dir.), *Protest camps in international context: Spaces, infrastructures and media of resistance*, Bristol, Policy Press, p. 53-69.

1. Ce sont les deux coopératives qui ont participé au colloque international « L'économie solidaire en Turquie : premières rencontres entre les acteurs et les chercheurs » organisé à l'Université Galatasaray en 2020 dans le cadre de l'atelier intitulé « Le renouveau du mouvement coopératif » animé par l'auteur de cet article. ↑
2. Ce travail a également bénéficié des résultats des projets en cours soutenus par le Conseil pour la recherche scientifique et technologique de Turquie (TUBITAK) dans le cadre du programme 2219 de bourses internationales de recherche post-doctorale avec le numéro d'application 1059B192100569, et par la Commission des Projets de Recherches Scientifiques de l'Université Galatasaray dans le cadre du projet n #1080. ↑
3. Tout d'abord, lors des élections locales de 2014 dans le district d'Ovacık du département de Tunceli, la Plateforme des droits démocratiques (qui deviendra plus tard la Fédération des assemblées socialistes) en tant qu'organisation politique connue dans cette région sans avoir un statut de parti politique et le Parti communiste de Turquie (TKP) ont formé une alliance électorale et remporté la municipalité du district d'Ovacık en étant la toute première municipalité communiste de Turquie. Lors des élections locales de 2019, la même alliance, autour du même maire, Fatih Maçoğlu a remporté la municipalité de Tunceli, cette fois au niveau départemental. Le modèle de municipalisme communiste, d'abord à Ovacık puis à Tunceli, a attiré très rapidement l'attention de l'opinion publique nationale et internationale. ↑
4. Bien que Tunceli soit toujours le nom officiel du département, dont Ovacık est aujourd'hui un district, le nom de Dersim est communément utilisé par la population locale et pour faire référence à la socio-histoire de la région. ↑
5. L'un des deux sites de la commune est placé à Fethiye, un district du département de Muğla dans le sud-ouest de la Turquie. L'autre est situé à Bayramiç, un district du département de Çanakkale, dans le nord-ouest de la Turquie. ↑
6. Cette expression salue les visiteurs du site web de la commune de Refikler sur la page d'accueil, juste en-dessous du nom de la commune. Pour voir, visitez : <https://refikler.com> ↑



Revue électronique internationale publiée par quatre universités partenaires : Galatasaray (Istanbul, Turquie), Ovidius (Constanta, Roumanie), Turku (Finlande) et Nantes (France) avec le soutien de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF)
ISSN 1308-8378